

GRAND EST - PRODUCTION AUDIOVISUELLE ET A DESTINATION DE SERVICES DE MEDIA AUDIOVISUELS A LA DEMANDE - DOCUMENTAIRE

Délibérations N° 16SP-2771 du 18 novembre 2016, modifiée par les délibérations N°19CP-2366 du 22 novembre 2019, N° 20CP-1318 du 27 novembre 2020, N° 23CP-227 du 26 mai 2023 et VU la délibération N° 23CP-1860 du 17 novembre 2023.

OBJECTIFS

Par ce dispositif de soutien à la production d'œuvres documentaires (unitaires et séries) à destination de la télévision ou des nouvelles formes de diffusion (Cosip ou WebCosip), la Région Grand Est décide de favoriser la qualité de la création artistique et le développement d'emplois directs et indirects, d'accompagner le développement des publics et ses nouveaux modes de consultation, de contribuer au rayonnement de son territoire au niveau national et international.

BENEFICIAIRES

DE L'AIDE

Entreprise de production, disposant d'un code APE de production de films cinématographiques et/ou de vidéo et de programmes de télévision au moment du versement de la subvention et établie en France ou dans un Etat membre de l'Union européenne ou de l'Espace Economique Européen (Islande, Lichtenstein et Norvège), présentant une situation financière saine et étant en règle au regard de ses obligations réglementaires, fiscales et sociales.

Producteur ou coproducteur délégué de l'œuvre, il doit pouvoir solliciter l'aide du compte de soutien du CNC (COSIP ou WebCOSIP) obligatoirement ou être la société de production déléguée mentionnée dans l'accord de pré-achat avec le diffuseur audiovisuel français.

DE L'ACTION

Soutien à la production d'œuvres documentaires, dont une part significative de la fabrication - activité de production, de tournage, réalisation d'animation, postproduction - est effectuée en région Grand-Est, et destinées à :

- une première exploitation sur des chaînes de télévision établies en France (service national ou local autorisé ou titulaire d'une convention CSA, diffusé par voie hertzienne ou par d'autres réseaux : câble, satellite, ADSL, etc.) et/ou sur des services de médias audiovisuel à la demande apportant un financement significatif à l'œuvre produite,
- ou des services mis à disposition du public par tout terminal, fixe ou mobile et permettant l'accès à l'internet et formant un univers narratif global et cohérent, remplissant les conditions d'éligibilité au soutien financier à la production d'œuvres audiovisuelles du CNC (**WebCOSIP**).

Un projet d'œuvre décliné en multi-supports devra être présenté en un seul et même dossier de demande de soutien.

La Région Grand Est pourra attribuer un soutien à une "œuvre indépendante" sans diffuseur télévisuel ou web, mais uniquement pour les cas suivants :

- première œuvre de documentaire audiovisuel ou nouveaux médias de réalisateur n'ayant pas été précédemment accompagné, ce dispositif ne pouvant être sollicité qu'une fois par réalisateur ;
- œuvre ayant reçu préalablement un soutien à l'écriture ou au développement ;
- œuvre d'un réalisateur pouvant justifier de sélection officielle ou d'un prix en festival.

Soutien non cumulable avec l' « appel à manifestation d'intérêt Grand Est – culture et création numérique », dont relèvent les projets en VR ainsi que les œuvres destinées aux plateformes gratuites de partage de vidéo (type chaînes Youtube, Dailymotion) et bénéficiant du label « CNC Talents ». De même, l'aide à la production de projets audiovisuels et nouveaux d'animation est intégrée dans un dispositif spécifique « développement et production d'œuvres d'animation ».

Le soutien régional est mobilisable quelle que soit la langue de tournage ou de réalisation, à condition que le producteur prévoit une version doublée et/ou sous-titrée au moment de l'exploitation en France. Si cette version n'est pas prise en charge par le diffuseur français, le producteur s'engage à l'inclure dans le devis de réalisation du film.

Sont exclus : contenus pornographiques ou incitant à la violence et au racisme ; jeux vidéos incluant les serious games ; journaux, magazines et reportages (information, divertissement, variétés) ; émissions dites de flux (information, sport, talk-shows, télé-réalité ou scripted-réalité) ; sketches et collection de modules courts indépendants ; « bonus » ; œuvres commerciales, publicitaires ou institutionnelles ; captation ou recréation de spectacles ainsi que remises de prix, récompenses ou concours ; projets ayant préalablement sollicité une aide à la production (retenu ou non) de la Région Alsace, de la Région Champagne-Ardenne, de la Région Lorraine ; projets ayant bénéficié d'une aide de l'Agence culturelle (« soutien à l'écriture » / « soutien au développement ») dont le dossier n'est pas soldé ; projets ayant bénéficié d'une aide de la Région Grand Est (« écriture » ou « développement ») dont le dossier n'est pas soldé. Les projets à caractère patrimonial, muséal ou touristique à destination non audiovisuelle seront exclus des soutiens possibles.

PROJETS ELIGIBLES

NATURE DES PROJETS

Pour être éligible au soutien régional à la production audiovisuelle documentaire ou à la production d'œuvre indépendante sans diffuseur audiovisuel ou Web, le projet doit répondre à au moins deux des quatre critères énoncés ci-dessous :

- structure de production ou de coproduction établie dans la région ;
- réalisateur ou auteur ayant un lien culturel fort avec la région ;
- thème, sujet, ou collaboration technique présentant un intérêt culturel et artistique significatif pour la région ;
- un montant de dépenses en région Grand Est hors imprévus, égal à 160 % de l'aide régionale sollicitée et votée, dans la limite de 80% du budget de production (point 35 Communication Cinéma 2013).

Pour tout projet, hors "œuvre indépendante", le dossier doit faire apparaître :

- la participation d'un (de) diffuseur(s) télévisuel(s) ou Internet, qui doit être acquise au moment du dépôt du dossier, contrat à l'appui ou, au minimum, lettre d'intérêt chiffrée ;
- dans le cas d'une production financée totalement par un site web ou par un diffuseur internet sans diffuseur télévisuel, une participation significative de(s) la(des) plateforme(s) Web doit être acquise en numéraire représentant au 25 % du coût définitif de l'œuvre ou à 25 % de la participation française en cas de coproduction internationale.

Pour les œuvres indépendantes, hors première œuvre :

- justification de l'obtention d'une aide à l'écriture et/ou au développement ;
- justification de la part du réalisateur de la sélection ou l'obtention d'un prix en festival pour ses œuvres précédentes.

Le montant des dépenses prévisionnelles en région devra, le cas échéant être au moins égal à l'addition des subventions obtenues auprès des collectivités de ce territoire. Le producteur s'engage à ne pas avoir débuté le montage au moment de la sollicitation de l'aide régionale.

METHODE DE SELECTION

Le Comité Consultatif dédié n'étudie que les dossiers complets et émet un avis en fonction des critères de sélection. Tout rejet est définitif. Le Comité peut toutefois proposer l'ajournement d'une demande pour permettre au producteur de préciser un aspect du dossier. Cette possibilité est non renouvelable.

L'avis du Comité Consultatif fondera son appréciation sur les critères suivants :

1. La **qualité artistique globale** : auteur, réalisateur, société de production, scénario ou sujet, traitement, dialogues, point de vue, corrélation œuvre / public visé, casting ou personnages, ... ;
2. La **faisabilité financière et technique** : les confirmations de soutiens et de coproductions sont un

atout selon les genres : avance sur recettes, COSIP, Eurimages, Mini Traité franco- allemands, accords Grande Région SarLorLux, distributeurs, chaînes télé ; pertinence de la diffusion ; festivals pressentis, antériorité et qualité des collaborations entre les différents acteurs de la chaîne de fabrication de l'œuvre, soutiens préalables à l'écriture et/ou au développement ;

3. **L'impact régional** : montant total des retombées économiques escomptées et répartition en termes d'emplois ; durées de tournage ; réalisation d'animation ; postproduction en région, mobilisation des ressources et des prestataires au regard du développement de nouvelles compétences ; qualité et diversité des collaborations en région et sur tout son territoire ; valorisation du territoire régional en tant que terre de tournage ou de production, émergence d'une filière régionale de l'image ;

4. **La visibilité escomptée de l'œuvre en région** : plan complémentaire de diffusion et accompagnement de la circulation du film ou de la série en région ; engagement à favoriser la promotion du film ou de la série en région par un accompagnement des projections ou des rencontres entre membres de l'équipe artistique et technique et des classes de lycéens et d'apprentis ; développement d'un volet pédagogique volontariste d'accueil d'exploitants ou de lycéens sur le tournage ou en cours de fabrication ;

5. **Les projets de coproduction européenne** s'inscrivant de façon volontariste sur le territoire régional, ou sur celui des régions voisines frontalières.

Un ordre de priorité sera proposé par le Comité.

DEPENSES ELIGIBLES

Les dépenses en région Grand Est devront se répartir entre :

- **emploi** : rémunérations et charges sociales des auteurs, réalisateurs, compositeurs et interprètes de bande originale, techniciens, comédiens, figurants bénéficiant d'une adresse fiscale en Grand Est et/ou rémunération et charges sociales des producteurs et équipes de production lorsque la société est établie en Grand Est ;
- **prestation** : frais de fabrication pour l'animation, postproduction, location de décors, costumes, matériel image et son, ... facturés par des sociétés établies en région Grand Est ;
- **logistique** : frais de déplacements, d'hébergement et de restauration réalisés en région Grand Est.

NATURE ET MONTANT DE L'AIDE

- Nature : subvention avance remboursable à taux zéro
- Section : investissement fonctionnement
- Plafond :

Type d'œuvre diffusion audiovisuelle ou transmedia	Montant plafond de subvention régionale
Unitaire de 26 à 52'	40.000 €
Unitaire > à 52'	60.000 €
Série comportant un minimum de 3 épisodes et d'une durée minimum de 26' par épisode	75.000 €
Œuvre indépendante de tous formats	25.000 €

L'aide régionale pourra être plafonnée pour les motifs suivants :

- Le montant total des aides publiques (écriture et développement inclus) ne pourra excéder 50% du coût définitif de l'œuvre et 60% pour les œuvres « difficiles » ou « à petit budget » ou dans le cas d'œuvres en coproduction européenne de pays frontaliers de la région, tels que définis par le Centre National du Cinéma et de l'image animée ;
- Le montant cumulé des aides octroyées à un même producteur au cours d'une année civile ne pourra excéder un tiers des crédits du fonds dédié au dispositif.

LA DEMANDE D'AIDE

MODE DE RECEPTION DES DOSSIERS

- Fil de l'eau Appel à projet Appel à manifestation d'intérêt

3 appels à projets annuels : 15 novembre (année n-1) ; 15 mars (année n) ; 15 juin (année n).

L'ensemble de la procédure de dépôt de dossier - dossier administratif et dossier projet- ainsi que de sollicitation des versements de la subvention régionale octroyée est dématérialisée. Tous les documents sollicités – la liste et les modalités de transmission figurant dans le dossier - devront être transmis à l'adresse suivante : cinema.audiovisuel@grandest.fr
L'intégralité du dossier et des documents requis seront présentés en langue française.

TOUTE DEMANDE DOIT FAIRE L'OBJET D'UNE LETTRE D'INTENTION

Cette lettre adressée au Président de la Région doit démontrer que l'aide allouée a un effet levier (caractère incitatif de l'aide mentionné à l'article 6 du RGEC). Si cet effet n'est pas démontré, l'aide ne pourra être accordée. Des pièces complémentaires pourront être demandées dans le cadre de l'instruction du dossier.

Elle doit être accompagnée du dossier, budget et devis types et des annexes mentionnées (dossier administratif et dossier lecteurs).

La date de réception par la Région de la lettre d'intention doit être antérieure à la date de démarrage de l'opération.

ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Les modalités détaillées de l'instruction ainsi que les engagements du bénéficiaire figurent dans le dossier de demande d'aide à compléter selon la forme requise. A défaut, le dossier sera considéré comme irrecevable.

Le bénéficiaire s'engage à mentionner le soutien financier de la Région dans tout support de communication.

Après le vote de la subvention régionale, une convention bilatérale (valable trois années à partir de la date de la notification de la convention et jusqu'au rendu des comptes définitifs), à retourner signée dans un délai de 3 mois, établira les engagements de la société de production.

Dans une démarche écoresponsable le bénéficiaire s'engage à fournir au moment du dépôt un bilan carbone prévisionnel accompagné d'une note d'intention spécifique sur les actions responsables menées sur le projet en lien avec la matrice téléchargeable des propositions d'actions. A l'issue du tournage et au moment de la sortie du film, le bénéficiaire s'engage à fournir un bilan carbone définitif accompagné d'une note qualitative sur les actions menées et les éventuelles limites rencontrées.

Le cas échéant le bénéficiaire s'engage à fournir à la Région le nom et le contact de la personne référente au développement durable sur le projet.

MODALITÉS DE VERSEMENT DE L'AIDE

Les modalités de versement de la subvention attribuée, le cas échéant, par le Conseil régional seront précisées dans la délibération et/ou dans la convention attributives de l'aide.

MODALITÉS DE REMBOURSEMENT EVENTUEL DE L'AIDE

A l'échéance de la convention, la non transmission des pièces exigées ou la non-conformité de l'utilisation de la subvention régionale empêcheront tout nouveau dépôt de soutien auprès de la Région Grand Est et enclencheront une demande de reversement de la subvention régionale ou de l'acompte versé.

A l'analyse des bilans et évaluations, l'insuffisance des résultats attendus et en particulier le montant exigé des dépenses en région pourront amener à une proratisation de tout ou partie de la subvention régionale voire au reversement de la subvention régionale ou de l'acompte versé, en fonction de la réalisation du projet.

SUIVI - CONTRÔLE

L'utilisation de l'aide octroyée fera l'objet d'un contrôle portant sur la réalisation effective des opérations et le respect des engagements du bénéficiaire.

Les bénéficiaires seront tenus de transmettre, dans les meilleurs délais et au plus tard au rendu de la fiche d'évaluation, les 10 DVD/Blue Ray sous jaquette de l'œuvre achevée (unitaire ou coffret série), les comptes définitifs de l'œuvre et un état récapitulatif détaillé des dépenses effectuées en région Grand Est. L'autorisation de versement du solde de la subvention ne sera accordée que pour les dossiers d'évaluation retournés complets.

RÉFÉRENCES RÉGLEMENTAIRES

Régime exempté prolongé SA.60029 relatif au fonds de soutien à l'écriture, au développement et à la production cinématographique, audiovisuel, nouveaux medias et animation pour la Région Grand Est, le règlement relatif au règlement de minimis, ou tout autre régime applicable le cas échéant.

DISPOSITIONS GENERALES

- l'instruction ne pourra débuter que si le dossier est complet ;
- l'octroi d'une aide régionale (ou son renouvellement) ne constitue en aucun cas un droit acquis ;
- la conformité du projet aux critères d'éligibilité n'entraîne pas l'attribution automatique de l'aide sollicitée. En effet, le Conseil Régional conserve un pouvoir d'appréciation fondé notamment sur le degré d'adéquation du projet présenté avec ses axes politiques, la disponibilité des crédits, le niveau de consommation de l'enveloppe budgétaire ou encore l'intérêt régional du projet ;
- l'aide régionale (ou son renouvellement) ne peut être considérée comme acquise qu'à compter de la notification au bénéficiaire de la décision d'attribution prise par l'organe délibérant compétent ;
- l'attribution d'une aide se fait dans la limite des crédits votés au cours de l'exercice d'attribution de l'aide.